

## « La parole aux citoyens »

### Introduction

L'élan populaire des Gilets Jaunes nous a surpris. Sans leader, sans organisation, ce mouvement social est le premier en France, à être né sur les réseaux sociaux. Quelques milliers de personnes se sont emparés des outils du web pour essaimer dès le début de l'automne 2018 sur toutes les régions de France métropole et d'Outre-mer et au-delà de ses frontières. Si la taxe carburant a été l'élément déclencheur du 17 novembre qui a vu 300 000 mille personnes se rassembler sur 2000 ronds-points et autres lieux, elle n'apparait qu'à la neuvième place de la liste de quarante-deux revendications<sup>1</sup> publiées douze jours après l'acte 1, en vue d'une rencontre avec le premier ministre ; recensées par un sondage auprès de 30 000 Gilets Jaunes adhérents à quarante-quatre pages de groupe Facebook, elles visent à la justice sociale et fiscale, à la solidarité envers les plus démunis dont les migrants, à l'écologie alliée à l'économie, à la hausse des revenus, à l'emploi.

Le mot citoyen fleurissait partout : concertation citoyenne, assemblée citoyenne, la parole citoyenne, mouvement citoyen, groupe citoyen et même café citoyen, le réveil citoyen, le RIC (Référendum d'Initiative Citoyenne)... J'avais eu à réfléchir à la disparition du mot citoyen au profit de celui d'habitant ces dernières années dans les textes officiels des politiques culturelles et des politiques de la ville et qui correspondrait selon le sociologue Sylvain Pasquier à une « [...] contradiction s'installant entre le principe politique de la démocratie, la souveraineté du peuple compris comme sujet collectif, et un principe sociologique à travers lequel cette figure apparaît insaisissable.<sup>2</sup> »

En effet, qui sont les Gilets Jaunes ? « La couleur jaune d'un gilet a rendu visibles les invisibles », écrivait Edgard Morin dans un billet daté du 24 décembre 2018, alors que les GJ préparaient le réveillon de Noël sur les ronds-points qui les rendaient visibles à l'entrée des villes.

Les Gilets jaunes ont réagi contre un processus d'invisibilisation par une volonté de se réapproprier pleinement leur statut de citoyen. Le soutien des français jusqu'à 84 % à la fin de

---

<sup>1</sup> <https://www.gj-magazine.com/gj/la-liste-des-revendications-des-gilets-jaunes/>

<sup>2</sup> extrait d'un rapport en 2011 pour la ville de Caen sur la participation des habitants d'un quartier prioritaire.

novembre 2018<sup>3</sup> atteste bien d'une véritable crise démocratique. Proclamée dans l'hymne national qu'on entendait dans chaque manifestation, la citoyenneté se revendiquait sur chaque rond-point, dans chaque assemblée pour rappeler à l'Etat ses devoirs, au citoyen ses droits et obligations : droit de cité, d'élire ses représentants, de prendre part à la vie de la cité, aux décisions, à la rédaction des lois, à l'administration du pays, à sa défense en temps de guerre, à la justice,

Un an plus tard, plus de 54% des français interrogés trouvent que le mouvement des gilets jaunes a été utile à la démocratie et près de 60% le perçoivent comme bénéfique aux plus modestes<sup>4</sup>.

Etant dans un groupe local de Gilets Jaunes du Finistère depuis janvier 2019, j'ai assisté et participé à une expérience du commun dans le sens où l'explique Pascal Nicolas-Le Strat « [...] dans et par une politique du geste, à éprouver dans et par une politique de l'expérimentation, donc à éprouver au cœur d'une communauté de lutte et de pensée.<sup>5</sup> » A partir d'un dialogue avec un GJ (Gilet Jaune) très actif dans le groupe, puis sur mes propres observations en tant que militante chercheuse, je restitue notre démarche collective qui a abouti en juin 2019 à la publication d'un manifeste de cent dix propositions intitulé « La parole aux citoyens ».

Ma vision de l'intérieur d'un groupe sur un territoire localisé devait être confrontée à celle d'autres personnes sur d'autres territoires. J'ai diffusé sur une trentaine de groupes Facebook et sur la plateforme La Ligne Jaune un questionnaire de dix-huit questions sur l'adhésion au mouvement, l'engagement et les perspectives qui se dessinent ; cent treize personnes de toute la France, soixante-deux femmes, cinquante hommes et une autre personne y ont répondu.

Croisant la genèse du manifeste « La parole aux citoyens » et les réponses au questionnaire, une demande apparaît, celle d'un nouveau modèle de société où le citoyen serait réellement pris en compte et à laquelle il contribuerait concrètement.

### **De l'invisibilité à la créativité de l'agir, le moteur de la manifestation**

*« [...] dans le soudain redressement des courbés, dans la vocifération des ignorés, dans l'exaspération des derniers de cordée, dans la jaune tenue de ceux qui sans cela étaient pour nos élites invisibles en tant que moins que rien ou pas grand-chose, dans le chaos et dans le désordre, il y a la revendication d'hommes et de femmes, de vieux et de jeunes, d'être reconnus comme êtres humains à part entière. » 24/12/18 Edgard Morin, Blog Médiapart.*

---

<sup>3</sup> Sondage d'Odoxa-Dentsu Consulting pour France Info et Le Figaro publié le 28 novembre 2018.

<sup>4</sup> Dans ce sondage ODOXA réalisé pour CGI, la presse régionale, France Inter et L'Express, 29/10/2019.

<sup>5</sup> P. Nicolas-Le strat, 29/03/2014, Le travail du commun : un mot/notion encore et toujours à l'épreuve, Commun en concept(s), <http://blog.le-commun.fr/?p=734>.

Nous sommes dans une ville de plus de 63 000 habitants située à l'ouest de la Bretagne. M., la cinquantaine conjugue un poste à temps partiel en établissement hospitalier pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) et une activité auto entrepreneuriale de service à la personne dans le domaine informatique. Riche d'une grande expérience dans le monde associatif et sportif, il s'investit bénévolement dans l'insertion sociale par le sport, notamment des actions autour du football pour des jeunes mineurs isolés : il monte des équipes, organise entraînements et rencontres, mobilise les moyens humains et matériels...

M. travaille auprès de personnes invisibles dans les enjeux politiques. Ce qui le rend réactif à l'invisibilité sociale ayant pour conséquences le rejet de la classe politique, l'abstention électorale et un apolitisme de parti mis en avant notamment par les Gilets Jaunes qui disent à leur manière : « vous nous rendez invisibles, inaudibles, maintenant on va faire sans vous. »

Bien inséré dans la société civile locale, il s'était intéressé de près à la campagne présidentielle 2017. L'annonce des premières mesures impopulaires comme l'arrêt des contrats aidés et la baisse de 5 € des APL aux étudiants, remet en cause le vote de raison qu'il avait fait. Le 17 novembre 2018, il était devant sa télévision et assistait au premier rassemblement des Gilets Jaunes à Paris. Gagné par l'enthousiasme qu'affichaient les participants venus en famille des quatre coins de France, il rejoignit la manifestation locale de sa ville dans l'après-midi.

- « J'ai tout de suite vu qu'il se passait quelque chose, un mouvement de la rue. Il y avait un climat fraternel. Par contre on a tous été étonnés de la violence policière. On était venu avec un esprit bon enfant, pacifique. Cette violence pour répondre à nos demandes était incompréhensible. »

Au soir du 17 novembre, le ministère de l'Intérieur recensait 227 blessés dont 6 gravement, 117 interpellations dont 73 personnes en garde à vue, notamment pour refus d'obtempérer et violences sur des policiers.

*« Une manifestation n'est pas seulement une protestation collective, c'est aussi un acte commun qui lie d'autant plus les manifestants qu'ils trouvent de l'opposition et de la répression, c'est-à-dire un ennemi menaçant. » dit Edgard Morin, dans son texte du 24 décembre. 64, 5 % des GJ qui ont répondu à mon enquête, déclarent que les violences policières ont renforcé leur détermination. L'as-tu vécu ainsi ?*

-« Un jeune couple s'était fait tabasser devant nos yeux. Devant cette violence les gens étaient sonnés. Ils s'attardaient, n'avaient pas envie de quitter le parvis. On s'est mis à parler ensemble

alors qu'on ne se connaissait pas. Le soir du 17 novembre, un réseau informel s'est mis en place de cette façon.»

*Dirais-tu qu'un comité local de Gilets Jaunes a vu le jour à cause de la violence policière ?*

-« La violence nous a fait réagir. Aucun d'entre nous n'était violent. Nous étions là en famille avec nos enfants. »

### **« Créer c'est résister ; résister c'est créer »**

*Ces mots que Stéphane Hessel adressait en 2010 « À ceux et celles qui feront le XXI<sup>e</sup> siècle » concluaient son essai « Indignez-vous<sup>6</sup> ». Les Gilets Jaunes ne sont-ils pas en train de répondre à l'appel de ce grand résistant : « une véritable insurrection pacifique contre les moyens de communication de masse qui ne proposent comme horizon pour notre jeunesse que la consommation de masse, le mépris des plus faibles et de la culture, l'amnésie généralisée et la compétition à outrance de tous contre tous. »*

- « A l'Acte 3, le premier décembre, les gens disaient qu'ils n'étaient au courant de rien, qu'il n'y avait rien dans la presse. Deux ou trois personnes ont proposé une réunion un soir dans un café. Une trentaine de personnes y est venue. »

*Ce début d'organisation serait dû au manque de relais de communication dans la presse locale ?*

- « En quelque sorte. Il fallait communiquer, l'image qui était donnée des Gilets Jaunes dans les médias était désastreuse et ne correspondait pas à notre réalité. J'avais remarqué dans une manifestation D. et A. qui avaient un petit thermos de café et en proposaient autour d'eux au moment des sit-in devant la préfecture. C'est le couple qui s'était fait tabasser au premier rassemblement. J'ai échangé avec eux sur l'idée de la mise en place d'un café citoyen au moment des manifestations, pour rassembler les gens et surtout échanger avec eux au-delà du rond-point où tout le monde ne va pas parce qu'il est en-dehors de la ville et qu'il symbolise un type d'action. Tous deux portaient l'image de la jeunesse insouciante, révoltée et à la fois attachante. En quelques jours, nous avons des pancartes, tables et tréteaux, des gâteaux, du café et de l'électricité. Le samedi 22 décembre s'ouvrait devant l'ancien Office de tourisme désaffecté que la mairie avait refusé de nous prêter, le café citoyen... Nous avons ouvert un cahier de doléances. Ce café citoyen prend place tous les

---

<sup>6</sup>S. Hessel, S. Crossman, J-P. Barou, *Indignez-vous*, 2012, Édition Indigène, Montpellier.

samedis après-midis jusqu'à maintenant. C'est un point d'ancrage et de mobilisation au centre-ville autour duquel on peut construire des projets de lutte et s'associer les uns aux autres. Des personnes non Gilets Jaunes savent nous y retrouver pour discuter de l'actualité. Tout est gratuit, les gens donnent ce qu'ils veulent. Cela a attiré quelques personnes sdf. Mais elles ne prennent pas part à nos débats. Elles viennent juste manger. »

Dans ce témoignage, on s'aperçoit que la manifestation joue un rôle prépondérant. En voyant les gens partager un thermos de café, naît l'idée du café citoyen. Les premières images du 17 novembre à Paris incitent 42, 5 % des personnes à rejoindre leur rassemblement local ; 56, 6 % des personnes disent être entrées dans le mouvement en manifestant<sup>7</sup>.

Sans organe de direction, les Gilets Jaunes se rassemblent librement. En l'absence de déclaration en préfecture, ils contreviennent non pas à la loi mais au fonctionnement traditionnel. En effet, l'article 20 de la Déclaration universelle des droits de l'homme stipule que « Toute personne a droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques » et que « Nul ne peut être obligé de faire partie d'une association », ce que renforce l'article 21 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques : « Le droit de réunion pacifique est reconnu. L'exercice de ce droit ne peut faire l'objet que des seules restrictions imposées conformément à la loi et qui sont nécessaires dans une société démocratique, dans l'intérêt de la sécurité nationale, de la sûreté publique, de l'ordre public ou pour protéger la santé ou la moralité publiques, ou les droits et les libertés d'autrui. »

Face à cette liberté de rassemblement, les autorités ont déployé un arsenal répressif dès l'acte 1. Les familles venues des quatre coins de France se sont retrouvées piégées dans une lutte de rue qui n'était pas la leur.

Un seul groupe de Gilets Jaunes à Paris déclare sa manifestation. Ce qui ne les exempte pas de la même répression. La violence répondant à la répression est allée crescendo « [...] d'autant plus qu'en cassant, renversant, détruisant, on casse, renverse et détruit symboliquement et mythologiquement l'Ordre politico-social auquel on s'oppose. [...] » (Morin, 2018)

### **La parole aux citoyens**

*Le manifeste « La parole aux citoyens » est l'aboutissement d'ateliers thématiques que tu as proposés dès le mois de décembre. Comment des gens qui ne se connaissent pas avant le 17 novembre parviennent à coproduire un manifeste de 110 propositions, aujourd'hui observé de près par les futurs candidats municipaux ?*

---

<sup>7</sup> Chiffres de mon enquête.

- Des personnes ont lancé une page Facebook. J'ai émis l'idée d'y publier une proposition par jour. Aux manifs qui ont suivi, j'interrogeais les gens sur leurs motivations à participer, pour les répercuter sur Facebook. Certains évoquaient l'environnement, d'autres le pouvoir d'achat, l'emploi, l'éducation... »

*Fin du monde, Fin du mois ne sont donc pas opposées ?*

- C'est à l'issue du discours présidentiel du 27 novembre 2018, que des Gilets Jaunes ont proclamé cette formule exacte « Fin du monde/fin du mois = Même combat ! ». Les médias nous ont fait passer pour des irresponsables écologiques alors que ce slogan allie la problématique du pouvoir d'achat à l'urgence climatique. »

Les Gilets Jaunes posent sans les connaître les bases de l'écologie sociale, théorie de Murray Bookchin (1921-2006) pour qui il n'y avait pas de problèmes écologiques, seulement des problèmes sociaux qu'il faut régler pour pouvoir résoudre les problèmes écologiques. Et cela dans une nouvelle forme d'organisation sociale fondée sur ce précepte : « [...] tout être humain est compétent pour gérer les affaires de la société, et plus particulièrement de la communauté dont il est membre. »

*Du recueil de ces réponses lors des manifestations est née l'idée des ateliers thématiques ?*

- « Les gens avaient un besoin énorme de parler de leur situation. Il y avait le rond-point à l'entrée de la ville soit à une dizaine de kilomètres du centre urbain. C'était l'hiver, on a demandé un lieu à la mairie qui n'y a pas répondu. Aussi on a cherché et trouvé à la mi-décembre des locaux professionnels vides qu'on a squattés. Le propriétaire découvrant notre présence, nous a accordé d'y rester provisoirement le temps que la mairie nous propose un autre lieu. Nous y étions tous les jours. Certains y dormaient. Le collectif se soudait. Dès lors, j'ai pu proposer deux ateliers, un le mardi après-midi et l'autre le vendredi soir pour toucher des personnes différentes. Un programme fut établi : le logement, l'urgence climatique, TPE... Certains titres sonnaient avec l'accent provocateur : Traverser la rue me suffit-il pour trouver un emploi ? Auto-entrepreneurs : les oubliés. L'injustice fiscale m'a tué ! L'Europe, stop ou encore ? Les institutions françaises et leurs fonctionnements correspondent-ils aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle? Ce fut une période intense entre le rond-point, les ateliers, le lancement du café citoyen que j'animais à ses débuts et la manifestation hebdomadaire. L'assemblée, c'était tous les mercredis soirs. Il n'y avait pas d'organisation d'où des conflits. Le samedi tout le monde se retrouvait à la manifestation et se réconciliait au café citoyen. »

L'absence de représentants du mouvement tant au niveau national que local a bousculé le paysage. Il est accepté qu'il y ait des porte-paroles mandatés par leur groupe local s'ils portent la parole du groupe, par exemple aux Assemblées départementales ou aux Assemblées des Assemblées au plan national (quatre ont eu lieu pour le moment, à Commercy en janvier, Saint Nazaire en avril, Montceau-les-Mines en juillet et Montpellier en novembre). En dehors de ce mandat, il n'est admis de ne parler qu'en son nom propre.

Ainsi que l'expliquent le politologue Burgess et le sociologue Lianos,

« Cette forme de manifestation spontanée, non-hiérarchique, popularisante invite à une interrogation de la gouvernabilité de la parole légitime, de l'admissibilité de l'expérience de certains citoyens dans la sphère publique et dans le débat public. Une fissure se présente entre ce qui est à dire et ce qui est admis, car les pouvoirs et institutions établis ne peuvent présenter aucune alternative adéquate quand la question qui se pose est fondamentale : qui décide et qui exécute ? »<sup>8</sup>

Un changement de paradigme est en train de se faire ; il dérouté les représentants institutionnels, les interlocuteurs traditionnels et les observateurs. Cette réalité est perçue de l'extérieur comme une faiblesse parce que les interlocuteurs ne savent pas à qui s'adresser. Qui est qui ? Qui fait quoi ? Elle dessert l'image des Gilets Jaunes en mettant en avant leur inorganisation.

Elle est perçue de l'intérieur comme une richesse car elle montre l'étendue du mouvement qui s'est internationalisé puisque dès décembre 2018, on ne comptait pas moins de trente pays où les manifestants arboraient un gilet jaune. Le gilet jaune qu'un mécanicien de Narbonne sur sa page Facebook, a invité à poser sur le tableau de bord en signe de protestation est devenu le symbole international du processus de revendication et de réappropriation citoyenne du débat public.

Combien y-a-t-il de Gilets Jaunes ? Nul ne peut répondre. Fin janvier 2019, des journalistes du Monde recensent 257 groupes Facebook avec trois millions de membres dont 1 750 000 inscrits dans le groupe « compteur officiel des Gilets Jaunes » ; à la même date, 43 associations de Gilets Jaunes ont déposé des statuts en préfecture, pour la plupart des associations locales avec pour objectif de gérer les réservations de salles publiques, les frais de reproduction pour les tracts... A ce jour, 97 associations locales sont recensées par les services d'enregistrement du Journal Officiel. Ni le nombre d'inscrits sur les pages Facebook puisqu'on peut s'inscrire dans plusieurs groupes ni le nombre d'associations locales formées pour répondre à des contraintes organisationnelles ne reflètent le nombre des GJ actifs.

---

<sup>8</sup>J. Peter Burgess, Michalis Lianos, « L'incertitude démocratique », 19/02/2019, The conversation.

Devant cette impossibilité de définir les contours du mouvement dans sa dimension nationale, les GJ ont surinvesti le local sous des formes de lutte réinventées qui assurent encore la vivacité du mouvement malgré la baisse des participants à la manifestation du samedi pour des raisons évidentes de fatigue, d'organisation familiale, de moyens matériels.

### **Une démarche du commun**

En 2005-2006, M. avait œuvré à monter un Comité consultatif de jeunes de 16-25 ans. Ceux-ci venaient déjeuner deux fois par mois. Ils discutaient de leurs problèmes : trouver un logement sans personne pour se porter garant, financer un permis de conduire, trouver un premier emploi sans CV... L'expérience dura un an et donna comme résultat un livret de propositions concrètes. M. pense cette expérience reproductible avec les Gilets Jaunes.

- « Les ateliers ont fait progresser les orientations du mouvement vers de nouveaux modes d'expression. On a vu également l'arrivée de nombreuses personnes qui ne portaient pas de Gilet Jaune, d'autres qui prônaient diverses orientations plus radicales du mouvement et quelques militants politiques, syndicalistes ou associatifs. Accepter la différence est devenu de fait une des valeurs fondatrices du mouvement."

*Ne s'agit-il pas plutôt d'une forme d'indifférenciation ? Car on ne sait pas trop qui est qui ?*

- « C'est dans l'action selon les idées qui s'expriment qu'on peut deviner les tendances des uns et des autres. Dans cette situation, la construction de règles communes est apparue comme un vrai challenge. Il a fallu apprendre à travailler ensemble autour d'une table. J'ai pensé que ce qui se disait dans les ateliers et nos façons de faire en passant au-dessus de nos différences devait être partagé avec l'extérieur. J'ai proposé d'organiser des tables rondes ouvertes à tous ; ce fut le dimanche 10 mars. »

La promotion des Tables rondes avait été faite sur les sujets suivants : L'Europe et l'Euro, l'injustice fiscale et ses répercussions sociales, le rôle des citoyens devant l'urgence climatique, les revenus des personnes en situation de handicap, le logement et le pouvoir d'achat, le RIC par l'exemple d'un référendum sur le découpage régional actuel. Une cinquantaine de personnes en dehors des Gilets Jaunes qui portaient cette journée y participa. Il y avait en ces débuts du mouvement une certaine réticence envers ce qui n'était pas une action de la rue. Le partage des connaissances et les discussions de cette journée donnèrent l'envie d'aller plus loin. Deux nouvelles idées surgirent : consigner par écrit tout ce qui avait pu être dit et débattu lors des tables rondes et



proposer un cycle de soirées à raison de deux mardis par mois sur une des problématiques soulevées dans les débats en invitant un intervenant spécialiste du sujet.

Cela donna le manifeste « La parole aux citoyens » et les « Mardis jaunes » ouverts à tous. Si le manifeste put se faire sur la même entente collective de partage des tâches qui avait animé les ateliers thématiques des réunions hebdomadaires et aboutir à cent dix propositions en quatorze fiches thématiques différentes, l'organisation des Mardis jaunes (location de salles, de films, remboursement des frais de route des intervenants invités, frais d'impression) nécessitait de créer une association. Ce fut le point de départ d'une scission au sein du groupe local : d'un côté, celles et ceux qui pensaient qu'il fallait s'organiser, de l'autre celles et ceux qui préféraient que les choses restent en l'état pour préserver la spontanéité et la créativité des groupes locaux.

### **Créativité de l'agir collectif**

Chaque espace des Gilets Jaunes fonctionne en toute indépendance, remplit un rôle distinct et complémentaire. Quelques membres faisant partie de deux ou trois groupes locaux et/ou départementaux, assurent de façon informelle, un transfert d'informations nécessaire à une cohésion. Dans ce nouveau paysage, la légitimité de la parole se fait par la présence à la fois dans les actions et sur les réseaux. Elle sacralise l'action sur le terrain au détriment de la stratégie d'ensemble.

Mouvement de contestation des taxes dans le prix des carburants, les actions et la communication découlaient des problématiques autour de la voiture et de la route, d'où la symbolique du rond-point et du gilet jaune. La forme inédite du mouvement favorise la créativité de l'agir individuel et collectif. La puissance des réseaux sociaux va catalyser le phénomène. D'un appel à ralentir fortement la circulation en s'emparant des routes par des opérations escargots, filtrage pour distribution de tracts informatifs, blocage libératoire des péages d'autoroute, un mode opératoire déjà utilisé par les routiers, on a vu apparaître l'occupation des ronds-points, pratiquée depuis 2008 en Guyane comme outil de luttes sociales.

Chaque groupe local a son rond-point. Une cartographie interactive établie le 26 octobre 2018 par la petite équipe de bénévoles de la plateforme [blocage17novembre.com](http://blocage17novembre.com) et actualisée quotidiennement, compte le 17 novembre 2018, 713 points de blocages dont 9 dans les régions d'Outre-mer. La carte est un outil de communication efficace puisqu'au 17 novembre 2018, la plateforme totalise 22 millions de vue dont 5 millions dans cette seule journée.

Les personnes qui ont répondu à mon questionnaire indiquent aller régulièrement sur les ronds-points pour 20, 4 % d'entre elles, occasionnellement pour 34, 3 % et jamais pour 26,9 %. A la

question « qu'y avez-vous trouvé ? », un tiers des réponses place la solidarité en premier, suivi du partage puis de l'engagement. Plusieurs réponses mettent en évidence le rôle rassembleur du rond-point : « J'y ai retrouvé ma foi en l'humanité. La fraternité malgré nos différences et nos opinions divergentes. » ; « Une famille solidaire et soudée, sur la base égalitaire et du respect de chacun, du salarié au chef d'entreprise en passant par l'étudiant, les femmes seules avec enfants, les cadres, les commerçants et artisans et bien entendus les retraités.... la vraie vie en fait! ».

La forme du rond-point met tout le monde à égalité. On y voit tout le monde, tout le monde peut nous voir. Tout comme le gilet jaune le rond-point rend visible les individus, crée une appartenance de groupe, rassure en rompant l'isolement engendré par les difficultés matérielles. Ce qui fait dire à une personne qu'au rond-point elle « n'a plus honte d'être pauvre ».

De manière générale dans un groupe local, on ne se connaît pas vraiment, juste un prénom ou un pseudo. Ce qui compte c'est faire groupe face à l'adversité, la répression. A chaque fois que les autorités font détruire la cabane du rond-point, elle est aussitôt reconstruite.

Le rond-point s'occupe. En Guyane, on dit que le rond-point s'habite. En effet, certains ronds-points seront occupés jour et nuit dans les premiers temps ; ce qui n'était pas très confortable en une période de début d'hiver. Les groupes s'y sont fondés, réconfortés, renforcés, solidarisés. Dans le temps passé ensemble, les gens ont parlé de leur vie, de leurs problèmes. Cela a développé l'entraide. Des personnes ont trouvé du travail grâce au réseau émergent du rond-point. Car l'appel du 17 novembre à bloquer les routes, cristallisé autour du rejet d'une taxe supplémentaire, révèle des difficultés multiples qu'une partie de la population française supportaient en silence jusque-là.

« Dès que le groupe est en perte de vitesse, on retourne au rond-point. Il nous ressource. », dit K., une jeune femme demandeuse d'emploi et très engagée, « on y rencontre des personnes de tout horizon. A l'assemblée, on peut s'engueuler, au rond-point c'est toujours la convivialité. »

L'assemblée hebdomadaire est un autre temps fort du mouvement. Les actions menées sont décidées à ce moment-là. Le déroulement de ces assemblées d'après les réponses à mon enquête est assez difficile par manque d'organisation. A peine 16 % des personnes interrogées déclarent y aller toutes les semaines, de temps en temps pour 26, 5 % et jamais pour 39 %. Cinq personnes ont cité le « mauvais fonctionnement » comme raison de l'arrêt de leur participation. Les assemblées sont des sortes de bilan de ce qu'il s'est passé dans la semaine et des actions à prévoir.

Le troisième temps fort est celui de la manifestation du samedi. Se succédant toutes les semaines depuis le 17 novembre 2018, elles sont intitulées Acte suivi du nombre de semaines atteint depuis le début. Presque 40 % des personnes questionnées manifestent tous les samedis, de temps

en temps pour plus de 28 % et jamais pour 18,6 %. Si l'on compare les taux de participation, on peut remarquer que la manifestation dans l'espace public reste le mode privilégié de la contestation et ce malgré le déploiement répressif des autorités et les violences policières à propos desquelles l'ONU en la personne de sa haut-commissaire aux droits de l'homme a demandé une enquête que la France a refusée.

Fréquentation en %	Régulière	Occasionnelle	Jamais
Manifestation	40	28	18.6
Rond-point	20.4	34.3	26,9
Assemblée	16	26.5	39

Au moment de mon enquête, en septembre et octobre 2019, la plupart des ronds-points n'étaient plus occupés, que ponctuellement. Les réponses se référaient donc à la première période du mouvement jusqu'à l'été 2019. La participation des GJ aux manifestations et aux assemblées est souvent fonction de leur localisation. Hormis quelques personnes qui suivent les trois types d'action, les GJ des ronds-points ne sont pas ceux des assemblées mais ils se retrouvent à la manifestation hebdomadaire.

### **La structuration par la convergence**

Si au tout début du mouvement il y avait un rejet total des partis et des syndicats, les GJ étaient quand même en recherche d'alliés car dès les 26 et 27 janvier 2019 ils rejoignirent la marche pour le climat, le 13 avril la manifestation de la Ligue des Droits de l'Homme pour l'abrogation de la loi portant atteinte au droit de manifester et le premier mai les traditionnels défilés. La convergence des luttes apparaît désormais comme un objectif fort et sans doute une étape vers la structuration. Les Gilets Jaunes se sentant reconnus peuvent se mélanger à d'autres courants sans craindre de s'y perdre. Les cent treize personnes interrogées ont déclaré que ce mouvement avait changé leur vie, qu'elles s'étaient réveillées, qu'elles avaient développé leur aisance en public pour prendre la parole ; elles s'étonnent elles-mêmes de ce qu'elles sont capables de faire à présent. Pour la plupart, nouveaux dans la rue –beaucoup n'avaient jamais manifesté avant le 17 novembre 2018– ils apprennent des écologistes actifs experts en actes pacifiques de désobéissance civile. Un rapprochement s'est créé avec les militants d'*Extinction Rebellion*<sup>9</sup>.

<sup>9</sup>Extinction Rebellion est un mouvement mondial de désobéissance civile en lutte contre l'effondrement écologique et le réchauffement climatique lancé en octobre 2018 au Royaume-Uni.

Mon questionnaire comportait la question suivante : « Si vous n’aviez qu’un vœu à émettre pour l’avenir du mouvement, quel serait-il ? » Les réponses classées par ordre croissant, mettent en relief l’aspiration à une démocratie directe et tout de suite après les besoins en organisation. La demande de représentants reste très faible, 5 voix vont dans ce sens.

<b>Expressions regroupées par idées proches</b>	<b>x fois</b>
Démocratie directe, RIC (Référendum d’Initiative Citoyenne)	16
Structuration et organisation du local vers une fédération	16
Meilleure communication	14
Processus fédératif de l’Assemblée des Assemblées et des groupes locaux et départementaux appelé à plus de cohésion	14
Convergence des luttes	13
Intensification de la lutte par une amélioration des techniques de manifestation, ex. : mener la même action en même temps sur tout le territoire	9
Souveraineté monétaire, vivre correctement	9
Connaître les mouvements sociaux, acquisition de connaissances politiques	8
Désignation de leaders et d’un porte-parole modéré	5
Ne jamais se couper des ronds-points et cabanes.	5
Création d’un parti politique à partir des revendications	2
« surtout pas un parti politique »	2

### **Un exemple local de structuration**

Lorsque les ateliers thématiques firent part à l’assemblée hebdomadaire de leurs besoins organisationnels et notamment la formalisation d’une association de gestion, les avis furent majoritairement contre. Le groupe des ateliers poursuivit son objectif non sans difficulté : aucune société d’assurance n’a accepté à ce jour l’adhésion de l’association, aucune banque n’a accepté l’association comme cliente au titre qu’elle n’a pas un-e président-e mais une collégiale de trois personnes pour représenter le conseil d’administration. Le groupe fonctionne, notamment par « les mardis jaunes » à raison d’une conférence deux fois par mois. Une posture se dessine au travers des sujets abordés : l’Euro et le pouvoir d’achat, le pouvoir des citoyens, la sécurité sociale, l’évasion fiscale et l’injustice sociale, la crise des représentations démocratiques, le RIC, les hôpitaux publics et la crise des urgences...

Le groupe des ateliers a l’intention de se servir du manifeste très prochainement pour saisir localement les décisionnaires sur des mesures concrètes d’amélioration de la vie quotidienne en commençant par l’adaptabilité des transports en commun aux besoins des travailleurs des bassins d’activité locaux, la lutte contre l’exclusion sociale en développant l’accompagnement à l’emploi et à la formation, l’égalité d’accès au numérique, l’accompagnement des agriculteurs vers le développement

durable, le ré-ancrage local par les circuits-courts de la chaîne de production jusqu'au recyclage des denrées alimentaires et autres fournitures périssables... Le groupe a aussi l'intention d'interroger les futurs candidats aux prochaines élections municipales sur leur intention de prendre en compte leurs revendications.

### **Une écologie sociale de proximité**

S'inspirant de la pensée de Murray Bookchin, fondateur de l'écologie sociale, selon qui « [...] Aucune politique n'a de légitimité démocratique si elle n'a été proposée, discutée et décidée directement par le peuple, et non par de quelconques représentants ou substituts.[...] »<sup>10</sup> un courant en faveur du municipalisme traverse le mouvement des Gilets Jaunes. D'autres rappellent qu'ils se sont ralliés au mouvement « uniquement pour remplir les frigos », ceux-ci décrochent et retournent dans leur position d'avant le 17 novembre ; d'autres pensent encore possible de faire fléchir le gouvernement. Mais la demande de structuration est la plus forte et des groupes s'y essaient déjà.

Un mouvement d'une telle ampleur ne peut s'organiser qu'à partir du local à l'échelle d'un quartier, d'un village favorisant un processus de territorialisation. L'exemple des ateliers thématiques qui organisent les mardis jaunes en invitant un intervenant expert d'un problème partagé par un nombre important de GJ, donne à voir l'ancrage du groupe en lien avec son environnement. Une communauté se territorialise autour d'une coproduction de ressources en posant l'égalité d'accès à la production, la distribution et la gestion de ces ressources, formant ainsi un écosystème inscrit dans l'économie du commun. La production de ressources est ici le partage de connaissances.

### **Un exemple translocal de structuration**

Dans leur recherche bottom-up d'une structuration horizontale les Gilets Jaunes sont en train d'enclencher un processus de solidarisation entre les territoires qui présentent des opportunités de réciprocité autour d'un but commun, celui « de porter une nouvelle société qui rende dominante la logique du commun<sup>11</sup> », expression empruntée à Hervé Defalvard qui parle de communs sociaux « [...] englobant toutes les ressources auxquelles sont associés les droits fondamentaux universels pour lesquels des communautés vont s'organiser afin de rendre concrètement ces ressources accessibles sur un territoire. » Un premier exemple existe avec Le Vrai Débat dont l'origine se situe à

---

<sup>10</sup> Murray Bookchin, 1993, Une société à refaire, éditions Écosociété, Montréal, p. 255-256.

<sup>11</sup> H. Defalvard, 25/10/2018, interview, Institut LEA.

La Réunion dès le 25 novembre 2018 : un collectif de Gilets Jaunes ouvre une plateforme de recueil des doléances des GJ locaux. D'autres régions suivent l'exemple. Une coordination nationale des plateformes régionales est créée.

La dialectique des territoires échappe à la hiérarchisation d'un régime centralisateur. Un nouveau schème affleure, celui du translocalisme des communs : « agir local, penser global ». L'action translocale consolide les actions locales et introduit les problématiques à grande échelle telles que, précise Defalvard « [...] la question écologique et le numérique avec les plateformes qui permettent d'interconnecter les expériences locales avec des échelles beaucoup plus larges.<sup>12</sup> »

Ainsi, le Vrai débat est né d'une initiative locale à La Réunion fédérant d'autres territoires dans son sillage et d'autres acteurs puisque la plateforme Cap Collectif, celle-là même qui officiait sur le Grand débat gouvernemental, offrit les plateformes de consultation. Les synthèses des données recueillies du 30 janvier au 3 mars 2019 font apparaître quatre axes de revendications : transformation du système politique, renforcement du service public, demande de justice fiscale, revendications écologiques. Elles ont été effectuées par trois laboratoires universitaires<sup>13</sup> impliqués.

Les résultats du Vrai débat montrent la distance parcourue par les Gilets jaunes depuis les 42 revendications presque spontanées, un peu maladroites du 28 novembre 2018.

Ces deux exemples, le premier une action locale qui sait s'ouvrir, le second une action translocale qui sait fédérer, ouvrent une perspective réalisable adaptée à l'architecture du mouvement des Gilets Jaunes.

## Conclusion

Certains disent « Rien n'a changé depuis un an » car le Smic ne permet toujours pas un pouvoir d'achat plus confortable que celui de payer ses factures et finir à découvert avant la moitié du mois. Et pourtant, dans ce mouvement désorganisé, insaisissable, décrié, une révolution silencieuse s'est faite : l'émancipation citoyenne.

« Ce n'est pas une question de gagner plus si l'on travaille plus, c'est une question d'émancipation et de souveraineté sur sa propre vie. », écrit l'économiste-géographe Frédéric Gilli dans sa tribune au Monde du 20 novembre 2018 et c'est ce qui fait dire à N., jeune parisienne qui a

---

<sup>12</sup> *Idem*

<sup>13</sup> L'Institut des Systèmes Complexes de Paris Île-de-France (ISC-PIF : CNRS, UPS 3611) qui étudie également les données du Grand débat gouvernemental et s'applique à proposer de nouvelles formes d'exploration de ces corpus. Le Laboratoire d'Études et de Recherches Appliquées en Sciences Sociales (LERASS) de l'Université de Toulouse 3. Le Laboratoire Triangle de Lyon (CNRS, UMR 5206).

créé une chaîne de télé web consacrée aux vidéos sur le mouvement des Gilets Jaunes : « Plus rien ne sera comme avant ! »

« Il n’y a pas de chef chez les Gilets Jaunes ! », cette phrase proclamée régulièrement dans les assemblées est une réalité qui n’est pas toujours facile à mettre en œuvre mais qui repose sur l’équilibre individu/collectif : les individus ont un rôle essentiel d’équilibre dans la vie des groupes ; ils portent l’image collective, la corrige, la régule. A l’inverse, les individus apportent les idées que les groupes permettent de réaliser.

Il n’y a pas d’identité Gilet Jaune préétablie. Celle-ci n’existe que lorsqu’elle est affirmée par un individu ou un groupe. Au plan national, le mouvement des Gilets Jaunes a essuyé les critiques des militants traditionnels politiques ou syndicaux, l’incompréhension des premiers observateurs notamment des intellectuels, l’arrogance du pouvoir, les humiliations et insultes de différents journalistes, les violences des forces de l’ordre, les accusations de causer les déficits commerciaux des centres villes. Mue par l’énergie de celles et ceux qui n’ont plus d’espoir, il est passé d’une colère unifiée à de multiples propositions montrant la poursuite du mouvement sous de nouvelles formes.

Dans une démarche du commun éprouvée sans connaissance théorique de départ, apparaît un projet de société où l’humain « réapprend » sa place car précise Nicolas-Le Strat, « [...] Travailler le commun veut dire lutter, développer des stratégies qui permettent de construire et d’organiser une autonomie de vie en opposition aux structures de pouvoir... et une auto-structuration institutionnelle »<sup>14</sup>. Sans moyen matériel ni moyen financier, par la seule créativité de l’agir individuel et collectif, une dynamique citoyenne inédite s’est mise en place. Les Gilets Jaunes sont à présent devant des choix de fonctionnement à faire pour transformer cette dynamique en projet politique durable.

---

<sup>14</sup> Toni Negri, « Pascal Nicolas-Le Strat, Le travail du commun », Variations [En ligne], 19 | 2016, URL : <http://journals.openedition.org/variations/779>.